

Macron veut livrer la jeunesse ouvrière au patronat Qualifications, droits et garanties devraient disparaître !

700 000 jeunes s'inscrivent chaque année en lycée professionnel (quand ils ont la chance d'y trouver une place) pour acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme (CAP, baccalauréat professionnel) reconnu dans les conventions collectives et les statuts. Ils pourront ainsi prétendre à un salaire correspondant à leur qualification.

Le Medef revendique la fin des diplômes professionnels reconnus sous statut scolaire

Les lycées professionnels ont pour rôle de dispenser un enseignement complet (professionnel, technologique et général) au sein de l'Éducation nationale avec des enseignants fonctionnaires d'État recrutés sur concours. Indépendants du patronat, ils garantissent la protection des jeunes face à l'exploitation patronale.

Les lycées professionnels (LP) font l'objet d'attaques régulières de la part du Medef, qui revendique son contrôle total sur la formation professionnelle. Dans quel but ? **Remettre en cause les diplômes professionnels nationaux reconnus, au profit de diplômes maison n'ouvrant aucun droit**, pour baisser le coût du travail au nom de la compétitivité... et de la réalisation de leurs profits !

Macron, en véritable VRP du patronat, s'exécute ! Il annonce :

- L'augmentation de 50 % du temps passé « sur le tas » en entreprise, réduisant d'autant le nombre d'heures d'enseignements professionnel, technologique et général (jusqu'à une année scolaire entière perdue pour certains bac pro !).
- L'adaptation des LP « *aux besoins du marché du travail* », en renforçant la présence des patrons dans leur conseil d'administration. Pour la première fois, depuis 1947, la responsabilité des LP est placée sous la tutelle du ministère du Travail.
- La substitution de vagues « compétences » aux diplômes reconnus.
- Le remplacement des enseignants qualifiés, fonctionnaires d'État, par des « *professeurs associés venant du monde professionnel* ».

La nouvelle ministre déléguée à l'Enseignement professionnel du gouvernement Macron, Carole Grandjean, députée LREM de Meurthe-et-Moselle, était DRH d'un des principaux groupes mondiaux de la restauration collective (Elior). Faut-il commenter ?

C'est l'existence des lycées professionnels qui est menacée. C'est l'avenir de la jeune génération qui est en jeu. Personne ne pourrait comprendre que l'unité ne se réalise pas pour rejeter un tel forfait.

Livrer la jeunesse au patronat, ce sont des milliards de profit supplémentaires pour les actionnaires ! Exclure la jeunesse des lycées professionnels, ce sont des milliards d'économies pour le budget de l'État ! Tout cela dans un seul objectif : dégager des milliards pour la guerre et pour les patrons.

**Le POID, qui combat contre la guerre,
pour un gouvernement sans Macron ni patrons, appelle à participer au
MEETING INTERNATIONAL CONTRE LA GUERRE, POUR LES REVENDICATIONS
Samedi 22 octobre 2022 • 14h30 • Paris
Espace Charenton 327 rue de Charenton Paris 12^e**

Lisez toutes ces informations dans *La Tribune des travailleurs*. Abonnez-vous. Prenez contact avec le POID.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Nom, prénom :

Adresse :

A retourner à : poidemocratique@gmail.com ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.